

Unité départementale du Val-d'Oise  
Immeuble Jacques Lemercier  
5 avenue de la Palette  
95010 CERGY-PONTOISE

CERGY-PONTOISE, le 16 novembre 2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 03/11/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **CORIANCE ( exCYEL )- SOA**

10 allée Bienvenue  
93160 NOISY LE GRAND

Références : ud95-2022-0915  
Code AIOT : 0006506112

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/11/2022 dans l'établissement CORIANCE (ex-CYEL) implanté 1 rue du Gros Murger 95066 ST-OUEN-L'AUMONE. L'inspection a été annoncée le 07/10/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection fait suite à la prise par M. le Préfet du Val d'Oise de l'arrêté préfectoral complémentaire du 2 novembre 2022 autorisant la reprise de l'activité de la chaufferie biomasse suite à l'incendie du 28 avril 2022. Elle a pour objet principal la vérification des prescriptions complémentaires issues de cet arrêté.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CORIANCE ( exCYEL )- SOA
- 1 rue du Gros Murger 95066 ST OUEN L AUMONE
- Code AIOT : 0006506112
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED: Oui

La chaufferie de Cenergy de Saint-Ouen-l'Aumône (dite des « Bellevues ») est la principale chaufferie urbaine alimentant le réseau de chaleur de Cergy-Pontoise. D'une longueur de 44 km, celui-ci alimente environ 33 000 équivalents logements (soit environ 82 000 personnes) à partir de l'usine d'incinération d'ordures ménagères (CYDEC anciennement CGECP située à Saint-Ouen l'Aumône) et de 2 chaufferies exploitées dorénavant par la société CENERGY (groupe CORIANCE).

Cette chaufferie a fait l'objet d'importants travaux de rénovation en 2021, suite à l'arrêt de l'utilisation du charbon, au démantèlement des chaudières fonctionnant au fuel lourd et à l'extension de la chaudière biomasse en 2019. Les modifications ont consisté en la mise en place de 2 chaudières fonctionnant au gaz naturel avec passage en autocontrôle et ont fait l'objet d'une demande d'autorisation environnementale qui a débouché sur un arrêté d'autorisation le 27 août 2021.

La chaufferie se compose de :

- 2 chaudières gaz naturel de 20MW chacune
- 1 chaudière biomasse de 30MW
- 2 silos de stockage de biomasse (plaquette de bois) de 4000 m<sup>3</sup> et 2 500 m<sup>3</sup>
- 2 cuves enterrées de FOD

Le réseau de chaleur est actuellement alimenté de la manière suivante, par ordre de priorité : (1) Incinérateur, (2) chaudière biomasse des Bellevues, (3) chaudières gaz de la chaufferie des Linandes, (4) chaudières Gaz Naturel/fioul domestique de la chaufferie des Bellevues.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
7	Dispositifs de détection	Arrêté Préfectoral du 02/11/2022, article 6	/	Lettre de suite préfectorale	8 jours
9	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 27/08/2021, article §8.4.2	/	Lettre de suite préfectorale	8 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Permanence humaine	Arrêté Préfectoral du 02/11/2022, article 3	/	Sans objet
2	Vidange du silo	Arrêté Préfectoral du 02/11/2022, article 4	/	Sans objet
3	Vidange du silo	Arrêté Préfectoral du 02/11/2022, article 4	/	Sans objet
4	Vidange du silo	Arrêté Préfectoral du 02/11/2022, article 4	/	Sans objet
5	Gestion des poussières	Arrêté Préfectoral du 02/11/2022, article 4	/	Sans objet
6	Moyens d'extinction supplémentaires	Arrêté Préfectoral du 02/11/2022, article 5	/	Sans objet
8	Stockage de la biomasse	Arrêté Préfectoral du 02/11/2022, article 7	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection est globalement satisfaisante et conforme aux attentes en vue de la reprise de l'activité pour la saison de chauffe (hiver 2022-2023). Il est attendu que l'exploitant finalise complètement ses travaux et en fasse part à l'inspection.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Permanence humaine

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/11/2022, article 3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Permanence humaine
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitation de la chaufferie biomasse et de ses annexes n'est pas admise sans présence humaine. Celle-ci doit permettre d'assurer de manière immédiate : - Les rondes de contrôles (avec l'appui de la supervision, des alarmes incendie, des caméras thermiques, détection d'étincelles, et sondes de températures) ; - En cas d'incendie, la mise en place des premières mesures d'urgences (appel des pompiers, ouverture des accès et manœuvre des vannes de barrages isolant le site) ; - Préparer l'accueil des secours.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a présenté le contrat du marché signé avec un prestataire de service pour assurer la présence humaine permanente sur site prescrite par la disposition ci-dessus.  Les agents (au nombre de 5) susceptibles de constituer la présence permanente sur le site disposent de la capacité "agent des services de sécurité incendie". La visite initiale du site avec ces agents a déjà été réalisée sur site en octobre 2022.  L'exploitant indique qu'une formation de ces agents aura lieu le 04/11/2022. L'exploitant présente le contenu de cette formation dont l'objectif est de préparer les agents aux tâches visées ci-dessus. Il précise que celle-ci sera renouvelée annuellement.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 2 : Vidange du silo

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/11/2022, article 4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Vidange du silo
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b>  3 trappes de dimensions 1m X 2,4m sont réalisées dans la paroi du silo afin d'en permettre la vidange.
<b>Constats :</b>  L'inspection a constaté lors de la visite la présence de 3 trappes de dimension 1m x 2,4 m réalisées dans la paroi du silo à proximité immédiate de sa base, et fixées par des boulons.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 3 : Vidange du silo**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/11/2022, article 4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Vidange du silo
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les moyens mobiles nécessaires à la vidange du silo (pelles mécanique, camions aspirateur, chargeuse pour manutention bois jusqu'à la zone de stockage, micro-pelle) sont disponibles et opérationnels sur le site sous 2 heures.
<b>Constats :</b>  L'exploitant indique disposer sur site d'une micro-pelle (Manitou) et d'une chargeuse pour la manutention du bois. L'exploitant a présenté le contrat-cadre passé avec la société FCTP, comprenant la fourniture de pelles mécaniques et de camions aspirateurs. Le délai contractuel de mise à disposition sur le site est de 2 à 3 heures. Le fournisseur dispose d'une astreinte continue.  L'exploitant indique que FCTP dispose d'un dépôt directement mitoyen de son site, devant permettre dans la pratique une mise à disposition plus rapide que celle prévue par le contrat.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 4 : Vidange du silo**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/11/2022, article 4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Vidange du silo
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le dispositif de vidange du silo est testé avant le 1er novembre 2022. L'exploitant informe l'inspection des installations classées de la date de réalisation de ce test. Il fait l'objet d'un compte-rendu adressé à l'inspection des installations classées. Il donne lieu, en tant que de besoin, à une mise à jour du POI et des procédures internes y faisant référence afin de prendre en compte le retour d'expérience.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a présenté en séance le protocole d'essai de la vidange du silo, déroulé le 26 octobre 2022. Il indique que celui-ci l'a conduit à prévoir une autre déboulonneuse ainsi qu'un trajet alternatif vers l'aire de stockage pour la benne qui récupérerait la biomasse au niveau de la trappe la plus proche du poste de contrôle.  L'exploitant a transmis par mail du 03 novembre 2022 le compte-rendu de cet essai à l'inspection des installations classées.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 5 : Gestion des poussières

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/11/2022, article 4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, gestion des poussières
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant établit un programme de maintenance et de suivi des installations comprenant notamment : • un nettoyage hebdomadaire visant à éviter l'accumulation de poussières (à cet effet est disponible en permanence sur le site une mini centrale d'aspiration centralisée manuelle) ; • des consignes spécifiques décrivant les actions et les fréquences associées. La traçabilité de ces actions de nettoyage est assurée par la tenue d'un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. »
<b>Constats :</b>  L'exploitant présente sa gamme de maintenance "lutte contre l'empoussièrement", intégrée dans son plan d'intervention.  Cette gamme est intégrée dans un logiciel de GMAO (Gestion de Maintenance Assistée par Ordinateur), qui affecte les tâches aux opérateurs de maintenance, et qui sert également de registre de traçabilité pour suivre l'avancement et la réalisation des tâches. L'exploitant précise que la gamme prévoit un volume horaire de l'ordre de 16 heures par semaine consacrées à la lutte contre l'empoussièrement, et que celle-ci entrera en vigueur le 14 novembre 2022. Une centrale d'aspiration équipée de flexibles est bien présente sur site.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 6 : Moyens d'extinction supplémentaires

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/11/2022, article 5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens d'extinction supplémentaires
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les moyens prévus au chapitre 8.7.3 de l'annexe technique de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°IC-21-083 du 27 août 2021 sont complétés par les moyens ci-après : - Colonne sèche montante sur le silo de 4 000 m <sup>3</sup> ; - Sprinklage au niveau du nouveau convoyeur à bande jusqu'à la « ZZ BELT » (convoyeur élévateur) ; - Colonne de déluge brumisante, alimentant 10 buses localisées en haut du silo de 4 000 m <sup>3</sup> en eau et additif associé.
<b>Constats :</b>  Lors de l'inspection, les moyens mentionnés dans la disposition ci-dessus n'étaient pas entièrement installés, et l'inspection des installations classées n'a pu réaliser qu'un constat partiel de leur installation.  Suite à l'inspection, par mail du 15 novembre 2022, l'exploitant a transmis des photos, un rapport de mise en service daté du 14 novembre 2022 ainsi que le procès-verbal des épreuves hydrauliques du système incendie. Ceux-ci ont été établis par la société Age Industrie.  Ces éléments permettent d'établir que la colonne sèche montante sur le silo de 4 000 m <sup>3</sup> , le sprinklage au niveau du nouveau convoyeur à bande jusqu'à la « ZZ BELT » (convoyeur élévateur), ainsi que la colonne de déluge brumisante, alimentant 10 buses localisées en haut du silo de 4 000 m <sup>3</sup> en eau et additif associé ont bien été installés et mis en service selon les règles de l'art.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 7 : Dispositifs de détection

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/11/2022, article 6
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Dispositifs de détection
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les moyens cités dans le chapitre 8.4.4 de l'annexe technique de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°IC-21-083 du 27 août 2021 sont complétés par les moyens ci-après : Les dispositifs de détection comprennent notamment : - cinq caméras thermiques, localisées respectivement en haut du silo de 4 000 m <sup>3</sup> , en sortie des cribles 1 et 2, et au niveau des convoyeurs après les quais de dépotage ; - une sonde de température au-dessus du silo de 4 000 m <sup>3</sup> ; - une détection d'étincelles dans les trémies amont et aval au crible 2. Ces moyens de détection sont reportés sur la télésurveillance.
<b>Constats :</b> L'inspection a constaté l'installation de deux caméras, l'une en haut du silo et l'autre au niveau du convoyeur n°2. Celles-ci sont bien reportées en salle de contrôle.  L'inspection note que les deux caméras prévues en sortie du crible 1 et du convoyeur 1 n'ont pas été installées. Néanmoins, l'inspection relève que celles-ci n'ont pas d'intérêt opérationnel pour la saison de chauffe 2022/2023 dans la mesure où cette ligne ne sera pas mise en service, et qu'elles auraient pu ne pas être visées par la disposition ci-dessus.  <b>Non-Conformité :</b> L'inspection constate que la caméra prévue en sortie du crible 1 n'est pas installée. L'exploitant indique avoir eu un problème de fourniture, et attendre sa pose avant le 18 novembre.  L'inspection n'a pu procéder au constat visuel de la présence des détections d'étincelle lors de la visite du 3 novembre 2022. Cela étant, après l'inspection, l'exploitant a transmis par mail du 15 novembre 2022 des photos établissant l'installation des sondes dans les trémies amont et aval au crible 2, ainsi que leur report en salle de contrôle.  L'inspection n'a pu procéder au constat visuel de la présence de la sonde de température lors de la visite du 3 novembre 2022. Cela étant, après l'inspection, l'exploitant a transmis par mail du 15 novembre 2022 des photos établissant l'installation de la sonde en haut du silo, ainsi que son report en salle de contrôle.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 8 jours

## N° 8 : Stockage de la biomasse

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/11/2022, article 7
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Stockage de la biomasse
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> « L'exploitant prévoit une zone de stockage biomasse afin de collecter le bois extrait d'un silo en cas d'incendie. Cette zone doit pouvoir être atteinte via le canon incendie du site. »
<b>Constats :</b> L'inspection des installations classées constate la création de cette zone, pouvant être atteinte par le canon incendie du site.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 9 : Installations électriques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/08/2021, article §8.4.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Installations électriques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>            Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.</p>
<p><b>Constats :</b> L'exploitant présente différents rapports de vérification (correspondants à différentes parties du site) de l'APAVE et datant de moins d'un an. Ces rapports font état de non-conformités pouvant générer un risque d'incendie.</p> <p>L'exploitant indique que les déficiences relevées dans ces rapports sont versées dans un tableur, qui trace également l'ensemble des remontées (écarts, anomalies, non-conformités...) du site. Ce tableur est présenté à l'inspection des installations classées en séance. L'exploitant précise que ce tableur est suivi par l'ingénieur d'exploitation du site, et que celui-ci est sous assurance qualité (ISO 9001).</p> <p>Postérieurement à la visite et à la demande l'inspection, l'exploitant transmet le 15 novembre 2022 l'ensemble des déficiences identifiées relevant de la chaufferie biomasse, ainsi que l'état d'avancement de leur traitement. L'avancement des actions est de 85 % (sur 41 actions suite à des déficiences).</p> <p><b>Non-Conformité :</b> L'exploitant transmettra sous une semaine à l'inspection, la liste des déficiences parmi celles non résolues susceptibles selon son analyse de générer un risque d'incendie, ainsi que l'échéancier de correction associé.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 8 jours